

La France après 'Charlie Hebdo'

L'unité nationale contre le terrorisme ne reflète pas un consensus à l'égard de la liberté d'expression, la laïcité ou les politiques appliquées dans les quartiers.

Alain Gresh

C'est une des plus meurtrières attaques menées contre des civils en France depuis les années quatre-vingt, la plus grave menée contre un journal depuis la fin de la guerre d'Algérie. Une douzaine de personnes ont été tuées le 7 janvier 2015 par deux hommes armés de kalachnikov au siège de l'hebdomadaire satirique *Charlie Hebdo* à Paris. Dans les jours qui ont suivi, d'autres attaques ont eu lieu, notamment contre un hyper-marché casher. La chasse aux agresseurs s'est terminée par la mort des responsables des attaques, les deux frères Kouachi et d'un troisième homme, Amedy Coulibaly.

Ces événements ont soulevé une immense émotion qui a mis dans la rue des millions de Français, le 11 janvier. *Charlie Hebdo* est reparu une semaine après, tiré à sept millions d'exemplaires, alors que le tirage habituel ne dépasse pas les quelques dizaines de milliers de copies. Les raisons de cette mobilisation exceptionnelle tiennent à la nature de l'attaque qui visait un journal, à la mort de plusieurs policiers et passants, certains musulmans, à la prise d'otages de citoyens juifs et à l'exécution de quatre d'entre eux uniquement parce qu'ils étaient juifs. Rien, bien sûr, ne saurait justifier un tel acte, quels qu'en soient les motifs, les commanditaires et les exécutants.

Pourtant, cette unité nationale qui s'est traduite le 13 janvier par des parlementaires unanimes pour saluer le premier ministre Manuel Valls et chanter La Marseillaise, reflète-t-elle un consensus fort ? Des analyses communes ? Des visions convergentes ?

Le premier débat en France a eu lieu sur la liberté d'expression. Or, il faut noter que plus de 40 % des Français ne sont pas favorables à la publication de caricatures offensantes du Prophète. Ces Français font la différence entre le droit au blasphème, droit qui est reconnu dans les lois françaises, et le fait d'utiliser ce droit pour stigmatiser une communauté déjà marginalisée et aggraver les tensions en France entre les Français musulmans et les autres.

D'autre part, un débat s'est engagé autour du mot d'ordre que le gouvernement et l'opposition ont essayé

d'imposer à tous, « Je suis Charlie ». Tous ceux qui émettaient des réserves étaient désignés comme des traîtres, de mauvais Français. Or, on peut condamner l'attentat et dans le même temps ne pas se sentir proche d'un hebdomadaire qui a connu, durant les années 2000, un virage à droite sous l'impulsion de son rédacteur en chef, Philippe Val. Il a pris position contre les Palestiniens, notamment durant la seconde Intifada, a soutenu l'aventure israélienne au Liban en 2006, participé aux campagnes islamophobes, publiant en 2006 les caricatures du Prophète parues au Danemark. Enfin, cet hebdomadaire qui se réclame de liberté d'expression a licencié un de ses dessinateurs vedettes, Siné, sur des accusations mensongères d'antisémitisme. Il n'est pas étonnant que, après son élection à la présidence en 2007, Nicolas Sarkozy ait poussé Philippe Val à la direction de la rédaction de France-Inter.

Un autre débat suscité par les attentats concerne les « quartiers difficiles », les ghettos, où sont parquées les populations les plus pauvres, notamment immigrées et souvent de confession musulmane. C'est de ces quartiers que sont issus les trois responsables des attaques, qui sont tous les trois Français, nés en France. Le premier ministre a même évoqué une forme d'« apartheid » qui existerait en France, soulevant une immense polémique. Ces problèmes sont réels, et existent depuis des décennies. Lors des émeutes des banlieues en 2005, ils avaient déjà été évoqués, mais n'ont jamais été résolus. Et on peut douter que le gouvernement actuel qui, comme ses prédécesseurs de droite, a aggravé les fractures sociales, favorisé les plus riches au détriment des plus pauvres, prenne des mesures sociales pour combler la fracture sociale.

En revanche, le gouvernement de gauche et l'opposition de droite font de la surenchère pour affirmer qu'il faut appliquer « la laïcité » dans les établissements scolaires, qu'il faut imposer la discipline, que les élèves n'ont pas le droit de contester. Après la loi qui a interdit le foulard dans les établissements scolaires du primaire et du secondaire en 2004 (mais pas dans les universités), déjà au nom de la « laïcité », cette dernière est une fois de

plus utilisée comme une arme de guerre contre les musulmans. On peut noter que s'est imposée depuis quelques années une conception nouvelle de cette laïcité : au départ, en 1905, elle signifiait la neutralité de l'État par rapport aux religions ; désormais, elle semble signifier la neutralité des citoyens dans l'espace public, le refus de les voir manifester leur foi dans cet espace public. C'est au nom de cette laïcité, voile de l'islamophobie grandissante, que les populations musulmanes sont désignées à la vindicte publique et on a pu voir la multiplication des condamnations en flagrant délit « pour apologie du terrorisme ». Des enfants ont même été convoqués dans des commissariats pour avoir exprimé de simples questionnements sur la minute de silence imposée par les autorités.

Le 13 janvier, le Parlement unanime, debout comme un seul homme (il compte un nombre faible de femmes) a chanté La Marseillaise et affirmé sa volonté de lutter contre le terrorisme. Le gouvernement a dégagé des crédits importants, non pour les quartiers délaissés, mais pour la police et le renseignement. Le jour même le Parlement unanime entérinait l'engagement de l'armée française en Irak, montrant à quel point, les partis politiques français ne comprenaient pas le rapport entre les actions en France et les bombes que nous envoyons du Mali à l'Irak. Ce lien entre politique internationale et politique intérieure est pourtant la clef pour comprendre la situation actuelle et les raisons qui poussent des milliers de jeunes, d'Europe et d'ailleurs, à s'engager aux côtés de l'organisation de l'État islamique (EI).

Une des raisons essentielles tient aux guerres menées par les pays occidentaux dans le monde musulman, notamment depuis le 11 septembre 2001. C'est alors que le président des États-Unis, George W. Bush, engage sa guerre globale contre le terrorisme dont il faut mesurer aujourd'hui les effets : jamais les groupes définis comme terroristes n'ont été aussi nombreux dans cette région du monde. Al Qaida, qui n'existait pas en Irak en 2003, lors de l'invasion américaine s'est implantée, comme elle s'est implantée au Pakistan, au Yémen, en Somalie, dans le Sahel. L'organisation est même concurrencée par l'EI qui dispose d'une base territoriale aussi étendue que la Grande-Bretagne, en Irak et en Syrie. Les États de la région ont été affaiblis voire détruits par ces interventions étrangères. Quant à la Palestine, son calvaire permanent, confirmé par les guerres successives contre Gaza, elle alimente la haine et la frustration chez des millions de jeunes musulmans qui dénoncent, à juste titre, « les deux poids, deux mesures » de l'Occident.

N'est-il pas temps que les pays occidentaux revoient leur politique de guerre dans la région et s'attaquent aux problèmes qui la minent à travers la diplomatie et la politique ? En quoi de nouvelles législations antiterroristes, le soutien accru aux dictatures du Proche-Orient, la poursuite d'un soutien total à l'État d'Israël contribueront-ils à stabiliser la région ? Ne faut-il pas rappeler que la



VICTOR TROSSET, FRANCE

vague des *printemps arabes* de 2011-2012 avait abouti à une perte de crédit d'Al Qaida parce qu'elle ouvrait une voie de transformation politique et démocratique des pays arabes ? Le rapprochement entre le président égyptien, Abdel Fattah al Sissi, et les pays européens envoie un mauvais signal au monde arabe. Ne faut-il pas aussi rappeler que le drame palestinien, non résolu malgré des dizaines de résolutions des Nations unies, alimente les groupes les plus extrémistes comme le reconnaissait le secrétaire d'État américain, John Kerry ?

Vingt-cinq ans de « guerre contre le terrorisme » n'ont fait qu'aggraver le fossé entre les mondes musulmans et occidentaux et à l'intérieur même du monde occidental, avec les minorités musulmanes. Seul un changement radical de politique peut nous éloigner de cette « guerre de civilisation » dans laquelle nous sommes engagés. ■